

LA TROÏKA À LA CROISÉE DES CHEMINS

Aux yeux des Tunisiens, la coalition gouvernementale, au pouvoir depuis quatre mois, fait du surplace. Et louvoie. Sa marge de manœuvre étant réduite, elle est contrainte, pour vaincre les résistances, de composer avec le «Système» hérité du passé. Ce qui n'est pas sans conséquences pour son avenir. **Par Ridha Kéfi**

Passer sans transition des geôles de Ben Ali, ou de l'exil à Paris et à Londres, aux couloirs du palais du gouvernement à la Kasbah est loin d'être une sinécure. C'est cependant l'expérience à la fois exaltante et dure à assumer que vivent, à l'insu de leur plein gré, les membres du gouvernement Hamadi Jebali.

Il faut dire qu'au lendemain de leur victoire aux élections du 23 octobre, les dirigeants d'Ennahdha, conscient de l'ampleur de la tâche et de leur inexpérience du pouvoir, n'ont pas voulu y aller seuls. Ils ont d'abord négocié avec les autres forces politiques pour constituer un gouvernement d'union nationale, composé essen-

tiellement de technocrates, mais face au refus de leurs interlocuteurs libéraux et de gauches qui ont préféré rester dans l'opposition, ils se sont résignés à aller au charbon avec leurs alliés de circonstance : le Congrès pour la République (CPR) et le Forum démocratique pour le travail et les libertés (FDTL ou Ettakatol), deux partis de centre-gauche dont sont issus



طنية لاطلاق الحوار حول العدالة الانتقالية

respectivement, le président de la République, Moncef Marzouki, et Mustapha Ben Jaâfar, le président de l'Assemblée nationale constituante (ANC).

L'inexpérience n'est pas un défaut, car l'expérience s'acquiert et il faut un début à tout, mais l'incompétence est une tare. Et c'est ce dont l'opposition accuse certains membres du gouvernement Jebali, dont le seul mérite serait, à leurs yeux, d'avoir passé plusieurs années en prison ou en exil sous le règne de Ben Ali.

Un gouvernement « naphthaline »...

Les mauvaises langues parlent d'un « gouvernement naphthaline », dont les ministres ont été choisis au prorata des années passées derrière les barreaux. Ce qui est, bien sûr, exagéré. Car le gouvernement Jebali compte tout de même quelques techniciens de valeur, mais qui ne connaissent pas suffisamment les rouages de l'État et de l'administration. Ils se sont donc trouvés face à trois obli-

gations pas nécessairement compatibles : ils doivent se familiariser rapidement avec leur fonction, trouver des solutions urgentes aux problèmes en suspens dans le secteur dont ils ont la charge, et lancer des réformes profondes qui engagent le pays sur la voie de la démocratie.

Ils ont d'autres contraintes, et pas des moindres. D'abord, ils héritent d'un double legs : celui des années Ben Ali, et celui des trois gouvernements provisoires de Mohamed Ghannouchi (I et II) et Béji Caïd Essebsi.

L'ex-président a laissé un pays exsangue dans lequel les taux de chômage, de pauvreté, d'endettement, etc., sont plus importants que ce qui était consigné dans les rapports nationaux et internationaux. L'explosion de colère, qui a déclenché la révolution, est loin d'être tombée, car en bloquant la machine économique et en raréfiant les recettes de l'État, elle n'a fait qu'aggraver la situation.

Les gouvernements Ghannouchi et Caïd Essebsi, mis en place dans les conditions de l'instabilité postrévolutionnaire, ont dû prendre des mesures pour calmer la colère des populations, notamment des chômeurs (dont le nombre s'élève à plus 800 000) et des plus démunis. Le montant des primes servies dans le cadre du programme Amal (Espoir), a grevé dangereusement les équilibres financiers de l'État. Cette prime devait aider les chômeurs dans leur quête d'un travail, et sa durée était limitée à une année. Or elle a été perçue comme une indemnité de chômage, et l'actuel gouvernement ne peut pas y mettre fin au risque de provoquer des émeutes.

Une administration peu zélée

Le gouvernement Jebali reproche aussi à Caïd Essebsi d'avoir procédé, dans les deux semaines précédant la fin de son mandat, à des centaines de nominations et de promotions au sein de l'administration, qui n'ont pas arrangé la situation des finances publiques. En outre, Caïd Essebsi est accusé d'avoir ainsi mis nombre de ses hommes (et femmes) à des postes de responsabilités, de façon à garder une certaine influence sur les affaires du pays.

Quoi qu'il en soit, les nouveaux ministres n'ont pas trouvé des techno-

crates et des commis d'État très coopératifs au sein des départements où ils ont débarqué. Au contraire nombre de fonctionnaires, dont beaucoup de dirigeants, ont été impliqués dans le système de corruption mis en place par Ben Ali, et montrent peu de zèle à aider un gouvernement qui se donne pour mission de réformer et de nettoyer l'administration de ses éléments corrompus.

D'où les difficultés actuelles de Jebali et de ses hommes à formuler des idées, des plans et des programmes susceptibles de relancer la machine économique du pays et de redonner confiance aux Tunisiens. Les partenaires internationaux, qui sont disposés à soutenir financièrement le pays en cette phase transitoire, s'étonnent d'ailleurs du manque de propositions concrètes de la part du gouvernement qui se contente de déclarations de principe, assez générales, et semble incapable de construire des projets structurés et bancables.

Une « justice transactionnelle »

Ceci explique-t-il cela ? La lenteur des procédures judiciaires relatives aux dossiers de la corruption s'explique-t-elle par la résistance de l'administration, qui refuse de rendre des comptes, et par la négociation en cours entre le « Système » laissé par Ben Ali et le gouvernement Jebali en vue d'une réconciliation nationale, prélude à toute stabilisation de la situation et à toute relance économique ? Les Tunisiens vont-ils devoir à troquer une justice transitionnelle, difficile à mettre en place, contre une « justice transactionnelle », seule susceptible de remettre le pays sur les rails ?

Tout porte à croire que le pays initiateur du Printemps arabe est déjà engagé sur cette voie, d'autant que les membres de la Troïka au pouvoir parlent de moins en moins de réforme et d'assainissement du « Système », et de plus en plus de réconciliation nationale.

Autre signe éloquent de ce virage : le gouvernement est en train de faire appel à certaines figures de l'ancien régime pour l'aider à faire redémarrer la machine. Ce recours aux « anciens » viserait aussi à assurer la Nomenklatura qu'elle ne sera pas inquiétée et qu'elle pourrait même espérer reprendre du service... sous la bannière d'Ennahdha.

Reste que ce gouvernement, qui



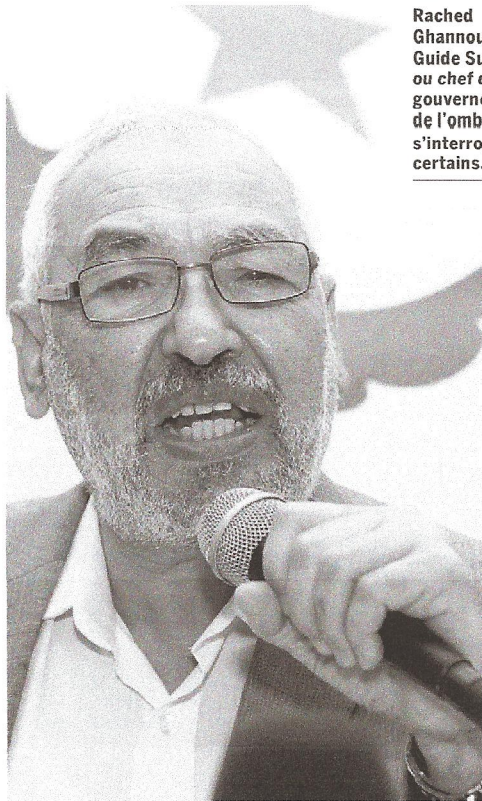
Le président de la République, Moncef Marzouki (c), Mustapha Ben Jaâfar, président de l'Assemblée nationale constituante (g) et le Premier ministre, Hamadi Jebali, à l'ouverture de la conférence sur la justice transitionnelle, en avril, à Tunis.

affiche une unité de façade, montre parfois des signes de dissensions internes qui en disent long sur les difficultés que rencontre la coalition assez hétéroclite entre le parti islamiste Ennahdha d'un côté, et le CPR et Ettakatol de l'autre, deux partis plutôt laïcisant.

Signes des dissensions actuelles au sein de la Troïka, appellation donnée par les Tunisiens aux trois présidents (de l'ANC, de la République et du gouvernement) : ces derniers réagissent souvent différemment, et même de façon contradictoire, aux mêmes sujets. Et les exemples sont foison.

Une coalition gouvernementale fragile

Ainsi, fin février, Marzouki déclare que la Tunisie est disposée à offrir l'asile à Bachar El-Assad si cela peut aider à mettre fin au massacre du peuple syrien. Deux semaines plus tard, Jebali le contredit dans une déclaration au journal allemand *Der Spiegel* : « Je respecte notre chef de l'État, mais je ne souhaite pas voir Bachar El-Assad chez nous. Et si je devais le croiser, je le livrerais au peuple syrien afin qu'il soit jugé ».



Rached Ghannouchi, Guide Suprême ou chef du gouvernement de l'ombre, s'interroge certains.

Les membres de la Troïka au pouvoir parlent de moins en moins de réforme et d'assainissement du «Système», et de plus en plus de réconciliation nationale. Autre signe éloquent de ce virage: le gouvernement est en train de faire appel à certaines figures de l'ancien régime pour l'aider à faire redémarrer la machine.

À la mi-mars, alors que le gouvernement Jebali se montre indulgent à l'égard des salafistes, se gardant de prendre des mesures fermes à l'encontre de ces activistes religieux qui multiplient les opérations d'intimidation dans les universités et les lieux publics, Marzouki et Ben Jaâfar ne ménagent pas leurs critiques envers ces fondamentalistes religieux et soulignent les fondements civils de la République tunisienne.

Fin mars, le gouvernement Jebali nomme un certain nombre de gouverneurs (préfets) et délégués (sous-préfets) issus du mouvement Ennahdha, provoquant de vives critiques de la part de l'opposition qui voit dans ces nominations un retour au mariage incestueux entre le parti au pouvoir et l'administration publique, à l'origine des dictatures de Bourguiba et de Ben Ali ; les responsables du CPR et d'Ettakatol affirment n'avoir pas été consultés avant ces nominations et ne font pas mystère de leur opposition aux décisions de leurs alliés.

Grincements de dents

On peut multiplier les exemples montrant les difficultés qu'éprouvent les membres de la coalition gouvernementale à se mettre d'accord et à parler d'une même voix, alors que les partis de l'opposition (libérale et de gauche), sortis groggy des élections du 23 octobre 2011, sont en train de se réorganiser et de fusionner au sein de formations plus importantes, dont ils espèrent qu'elles pèseront face au parti Ennahdha lors des prochaines élections.

Sur un autre plan, l'hyper dynamisme du président Marzouki, qui aligne trois à quatre activités par jour et essaie d'être présent sur tous les fronts, jouant les rassembleurs et caracolant en tête des sondages de popularité, commence à faire grincer des dents au sein d'Ennahdha.

Pour rééquilibrer la donne en prévision des prochaines élections prévues dans moins d'un an (probablement le 20 mars 2013), le parti islamiste essaie de remettre en avant son président, Rached Ghannouchi. Ce qui ne va pas sans créer un malaise, car des voix s'élèvent pour s'interroger sur le véritable rôle de Ghannouchi (Guide Suprême ou chef du gouvernement de l'ombre) et critiquer le jeu de rôles auquel il se livre avec son bras droit, le chef du gouvernement, Hamadi Jebali.

Un improbable attelage

Aussi la question aujourd'hui est-elle de savoir combien de temps l'improbable attelage qui gouverne actuellement le pays pourra tenir, et s'il ne va pas éclater à l'approche des élections, chaque partie de la Troïka, notamment les deux alliés d'Ennahdha, devant revenir à ses fondamentaux idéologiques et recoller aux attentes de son électorat.

Le CPR et Ettakatol, en s'éloignant de leurs fondamentaux de partis de centre-gauche ou socio-démocrates, vivent une véritable crise d'identité à cause de leur alliance avec Ennahdha, ils sont traversés par des conflits et enregistrent de nombreuses défections. Ils savent que leur avenir dépend de leur capacité à ramener Ennahdha un peu plus au centre et à l'éloigner autant que faire se peut de sa famille islamiste naturelle (salafistes, Hizb Ettahrir...).

Ces considérations électorales figurent déjà dans l'agenda des membres de la «troïka» qui sont ainsi pris en tenailles entre deux exigences contradictoires : celle de leur base qui leur demande de rester fidèles à leur identité et engagements respectifs, et celle des urgences économiques et sociales, auxquelles ils n'ont pas encore de réponse, et qui risque de rogner ce qu'il leur reste de popularité. ■